

AGRODEP Data Report 05

March 2015

**Une matrice de comptabilité sociale de 2007 pour
la Guinée Bissau**

François Joseph Cabral

AGRODEP Data Reports are designed to document AGRODEP datasets. They are intended for use by AGRODEP members in order to understand technical aspects of the data. The Data Reports have been peer reviewed but have not been subject to a formal external peer review via IFPRI's Publications Review Committee; any opinions expressed are those of the author(s) and do not necessarily reflect the opinions of AGRODEP or of IFPRI.

About the Author

François Joseph Cabral est maître de conférences agrégé à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar et chercheur au Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES). Il peut être joint à joecabral7@hotmail.com.

Table of Contents

1. Architecture de la MCS	6
2. Sous-matrice de la Valeur Ajoutée Brute.....	8
3. Sous-matrice Input-Output	9
4. Comptes Agents	9
4.1 <i>Ménages</i>	9
4.2 <i>Gouvernement</i>	10
4.3 <i>RDM</i>	10
4.4 <i>Firmes</i>	10
5. Correspondance des Branches et Produits.....	10
6. Bouclage de la Matrice	10
7. Sources d'information	10
8. Enseignements de la MCS de 2007 de Guinée-Bissau	11
8.1 <i>Structure Macroéconomique</i>	11
8.2 <i>Finances Publiques</i>	15
8.3 <i>Structure des Dépenses et Revenus des Ménages</i>	15
8.4 <i>Echanges Extérieurs</i>	17
9. Conclusions.....	17
Bibliographie	19
AGRODEP Data Report Series	20

Résumé

Dans cette présente note technique, nous présentons d'abord, l'architecture de la Matrice de comptabilité sociale (MCS) de la Guinée-Bissau. Nous donnons ensuite un aperçu sur les différentes étapes suivies lors de sa construction et procédons enfin, à une analyse quantitative de l'économie Bissau-guinéenne basée sur la Matrice de comptabilité sociale (MCS) que nous avons construite pour l'année 2007.

Abstract

In this technical brief, we first present the architecture of the Social Accounting Matrix (SAM) of Guinea Bissau. We then give an overview of the various steps followed during its construction and finally conduct a quantitative analysis of the economy of Guinea Bissau based on a SAM developed for 2007.

1. Architecture de la MCS

La MCS de 2007 de la Guinée-Bissau comprend 22 secteurs et intègre 9 facteurs de production dont trois types de terre. Elle comporte 85 comptes classés en six grands groupes :

- comptes de facteurs: on distingue sept types de facteurs de production : le travail non qualifié, le travail qualifié, le capital agricole, le capital non-agricole et la terre. Cette dernière peut être utilisée soit pour la culture pérenne de noix d'acajou, soit pour le riz, soit pour l'élevage et la pêche, soit, soit pour la sylviculture, soit pour les autres types de cultures. Ces facteurs reçoivent des secteurs des revenus qu'ils reversent aux différentes institutions;
- les comptes d'institutions: la MCS comprend cinq catégories d'institutions (les ménages urbains, les ménages ruraux, les firmes, le gouvernement et le reste du monde);
- les comptes d'activités: les activités sont au nombre de 22 (tableau 2). Dans cette catégorie de comptes, chaque activité verse des revenus aux facteurs de production (valeur ajoutée) et achète sur le marché domestique les intrants nécessaires à son processus de production (consommations intermédiaires);
- les comptes de produits du marché domestique: on dénombre 22 produits. Les produits échangés proviennent du reste du monde (importations) et de l'offre domestique (ventes locales);
- les comptes de produits exportés: les ventes à l'étranger sont enregistrées dans le compte du marché d'exportation;
- les comptes d'accumulation: ils regroupent l'épargne des ménages, des firmes, le solde budgétaire et l'épargne du reste du monde ou le solde de la balance courante. Ces comptes renseignent également sur le montant de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations de stocks des différents secteurs de l'économie.

Tableau 1: Présentation Schématique de la Structure de la MCS de la Guinée-Bissau pour l'année 2007

	Facteurs	Secteurs institutionnels	Activités	Marché domestique	Exportations	Accumulation
Facteurs			Rémunération des facteurs			
Secteurs institutions	Rémunération des facteurs	Transferts interinstitutionnels	Taxes sur la production et subventions à l'exploitation	Importations, Taxes indirectes sur les produits		
Activités				Ventes locales	Exportations	
Marché domestique		Consommation finale privée et publique	Intrants	Marges	Marges	FBCF et variation de stocks
Exportations		Exportations				
Accumulation		Épargne				

Source: Auteur

Tableau 2: Secteurs de la Matrice de Comptabilité Sociale

1	Secteurs
2	Mil
3	Sorgho
4	Mais
5	Riz
6	Fonio
7	Coton
8	Autres types d'agriculture
9	Noix de cajou
10	Elevage et chasse
11	Sylviculture et forêt
12	Pêche
13	Industries extractives
14	Produits alimentaires et boissons
15	Autres industries
16	Electricite et eau
17	Travaux de construction
18	Commerce et reparations
19	Hotels et restaurants
20	Transports et communications
21	Services financiers
22	Immobiliers et services aux entreprises
23	Services non-marchands

Sources : Auteurs

2. Sous-matrice de la Valeur Ajoutée Brute

Le compte des secteurs, dont la production est fournie par le tableau d'entrees-sorties (TES), constitue la seule ressource, alors que les emplois sont constitués des consommations intermédiaires, des impôts liés à la production nets des subventions d'exploitation, des salaires et de l'excédent brut d'exploitation (EBE). En s'appuyant sur données en provenance des services agricoles, l'agriculture (hors noix d'acajou) a été désagrégée en 7 sous-secteurs. La procédure a consisté à allouer la production issue du TES aux différents sous-secteurs selon leur poids relatif dans la production agricole. Ce poids relatif a été utilisé afin de ventiler les revenus de facteurs entre ces branches, à l'exception du revenu de la terre. La procédure a consisté pour la terre à utiliser les poids respectifs des différentes cultures dans la surface cultivée totale afin de ventiler les revenus du facteur terre. Dans le secteur agricole et certains secteurs où l'informel occupe un poids important, la structure de la valeur ajoutée issue du TES est marquée par une forte intensité en capital qui ne reflète pas la réalité de l'économie. Cette structure est peu conforme au profil de l'agriculture Bissau guinéenne. Ces distorsions proviennent de l'application du Système élargi de comptabilité nationale (SECN) qui ne permet pas d'aboutir à des résultats pertinents en termes d'intensité factorielle pour l'agriculture. Un ajustement a été apporté aux coefficients factoriels issus du TES en s'appuyant sur la procédure de correction des intensités factorielles dans la branche agricole d'une économie dont l'agriculture présente des similarités : celle du Sénégal. En effet, si l'on exclue la noix d'acajou qui est une culture de type pérenne, les technologies utilisées dans les cultures traditionnelles de la Guinée-Bissau sont quasi-identiques à celles que l'on retrouve en Casamance et dans le reste du Sénégal. Elles sont généralement basées sur un outillage rudimentaire et sont fortement intensive en main-d'œuvre. Par cette procédure, la structure de la valeur ajoutée a été corrigée. Le compte des salaires étant renseigné à partir de cette source, le capital en est déduit comme un résidu. Puisque le capital est composite, dans le cas de l'agriculture, la terre en est extraite en s'appuyant sur le retraitement des données de l'enquête ménage de Guinée-Bissau effectuée en 2002¹. Cette dernière a été également utilisée afin de corriger la structure de la valeur ajoutée dans les autres secteurs de l'économie. La procédure d'ajustement a consisté, pour les secteurs non agricoles, à calculer à partir de l'enquête, le montant pondéré de la valeur ajoutée (salaires, revenus de la propriété) reçue par les ménages selon leur branche d'activité. Les clés obtenues à partir de cet exercice nous permettent de reconstituer de façon plus pertinente la structure de la valeur ajoutée selon les différents secteurs de l'économie. Une fois déterminé le poids du capital, de la terre et du travail dans chaque secteur, nous segmentons le marché du travail en deux compartiments : les qualifiés (ceux qui ont au moins six années complètes de scolarité) et les non-qualifiés (moins de six années complètes de scolarité). Cette segmentation s'appuie sur l'enquête ménage. De même, la mobilité du capital étant très

¹ Cette dernière était la seule enquête ménage menée à l'échelle nationale disponible, lors de l'exercice de construction de la MCS.

peu plausible entre les secteurs agricoles et non-agricoles, le capital agricole est exclusivement confiné dans les secteurs agricoles (hors pêche)² tandis que le capital non agricole est utilisé par les secteurs non-agricoles et la pêche.

3. Sous-matrice Input-Output

Le remplissage de la sous-matrice input-output a été effectué à partir des données du TES de 2007. Ce dernier compte 19 branches d'activité. Dans la procédure de désagrégation de la sous-matrice input-output circonscrite aux sous branches désagrégées du secteur agricole, les données ont été empruntées à la sous-matrice input-output intra-agricole du Sénégal. Compte tenu de la quasi-similitude des technologies de production de l'agriculture Bissau-guinéenne et de celle de pays limitrophes comme le Sénégal, ce sont les coefficients techniques issus des données de ce pays qui ont permis de procéder au remplissage de la sous-matrice des consommations intermédiaires.

4. Comptes Agents

4.1 Ménages

Les revenus de facteur alloués aux institutions ont été répartis à partir des données tirées de l'enquête ménage de Guinée-Bissau effectuée en 2002. Le capital non-agricole est réparti entre les firmes et les ménages. Nous supposons que les entreprises reçoivent au moins 15%³ des revenus du facteur capital non-agricole, le solde étant reversé aux ménages. Ces derniers reçoivent entièrement les revenus des deux types de travail (qualifié et non-qualifié). Les ménages ruraux reçoivent l'intégralité des revenus versés aux différents types de facteur terre et au capital agricole. La répartition des revenus de facteurs entre les deux catégories de ménages ruraux et urbains s'appuie sur la structure obtenue à partir des données d'enquête.

L'équivalent de 10%⁴ au moins de l'excédent brute d'exploitation des secteurs non-agricoles est supposé être distribué sous forme de dividendes aux ménages dont les trois quart, au moins, sont reçus par les urbains. Le tableau des opérations financières (TOFE) renseigne sur les transferts du gouvernement au bénéfice des ménages, de même que l'impôt direct payé par les ménages et les entreprises. La balance des paiements permet de capter les transferts reçus par les ménages en provenance du reste du monde (RDM). En raison d'une tradition de migration comparable à celle du Sénégal vis-à-vis de l'ancienne métropole, les ratios utilisés sont ceux importés du Sénégal.

² Pour des raisons techniques liées à l'étape de modélisation, le capital agricole est supposé être exclusivement implanté dans les secteurs agricoles qui utilisent un des facteurs spécifiques de l'agriculture : la terre.

³ Nous supposons, par défaut de données, que ce ratio est inférieur de 10 points de pourcentage, comparativement au pays voisin, le Sénégal.

⁴ Ce ratio est supposé, inférieur de 10 points de pourcentage, par rapport celui observé au Sénégal.

Au niveau des emplois, le TES fournit la consommation finale des ménages. Les impôts directs payés par les ménages proviennent du TOFE. La balance des paiements renseigne également sur les transferts versés par les ménages au RDM. L'épargne des ménages et des entreprises est donnée par le solde de leur compte.

4.2 Gouvernement

Le TOFE fournit l'ensemble des données sur les impôts et taxes nets collectés par l'Etat tandis que la balance des paiements renseigne sur les transferts publics en provenance du reste du monde. Du côté des emplois, le TES renseigne sur la consommation finale publique (CF). Aucun transfert n'est effectué par le Gouvernement au profit du RDM au cours de l'année 2007 selon les chiffres de la balance des paiements.

4.3 RDM

Le compte du reste du monde est constitué en ressources des recettes d'importations fournies par le TES et des transferts versés par les résidents au RDM, retracés par la balance des paiements. En emplois, on distingue le revenu tiré des exportations des biens et services fournis par le TES, les transferts envoyés par les non résidents et l'épargne étrangère (solde de la balance courante).

4.4 Firmes

Le compte des firmes est constitué des revenus du capital non agricole. Ce dernier est affecté aux paiements des dividendes versés aux ménages, des impôts directs versés à l'Etat. Le solde du compte des firmes nous renseigne sur leur épargne.

5. Correspondance des Branches et Produits

Dans cette sous-matrice, nous distinguons 22 branches d'activités et autant de produits. Les données sur la consommation finale proviennent du TES. Seule la désagrégation des produits agricoles a nécessité le recours à l'enquête sur les ménages et aux données fournies par les statistiques agricoles. Les poids relatifs obtenus de cette enquête ont permis de renseigner la sous-matrice de la consommation finale des différents biens, tout en nous s'assurant de sa cohérence avec les données contenues dans le TES.

6. Bouclage de la Matrice

La MCS a été bouclée en s'appuyant sur le compte d'épargne des agents et la variation des stocks. Le compte d'épargne et la variation des stocks ont été utilisées les comptes d'ajustement qui nous ont permis de résorber l'écart entre lignes et colonnes.

7. Sources d'information

Les sources de données à partir desquelles la présente MCS a été construite sont les suivantes:

- Le tableau des entrées-sorties de 2007 (INEP) ;
- Le tableau des opérations financières de 2007 (Ministère de l’Economie et des Finances) ;
- La balance des paiements de 2007 (BCEAO) ;
- L’enquête ménage de 2002 (INEP) ;

8. Enseignements de la MCS de 2007 de Guinée-Bissau

8.1 Structure Macroéconomique

Au plan de la répartition de la valeur ajoutée entre les grands groupes de secteurs, il apparaît que l’agriculture bissau-guinéenne représente près de la moitié du PIB, soit 47%. Elle est suivie des services marchands dont la contribution au PIB est relativement significative.

Tableau 3: Répartition de la Valeur Ajoutée Totale entre les Grands Secteurs en %

	SAM (A)	TES (B)	Ecart (B)- (A)
Agriculture	47	46	-1
Industrie	13	13	0
Services marchands	29	29	0
Services non marchands	11	12	1
Total	100	100	0

Source: Calculs à partir de la MCS.

Le tableau suivant nous donne une représentation plus détaillée de la structure de la valeur ajoutée en Guinée-Bissau. L’observation de la répartition sectorielle de la valeur ajoutée atteste que ce sont les secteurs comme le « Commerce et services de réparations de véhicules et de biens à usage domestique » (22,6%), les « services non-marchands » (11,3%), le « riz » (10,8%), « la pêche » (10,2%) et les « noix d’acajou » (8,5%) qui drainent le PIB.

Tableau 4: Part Relative des Sous-secteurs Dans la Valeur Ajoutée Globale

Mil	3.1%
Sorgho	1.9%
Mais	2.8%
Riz	10.8%
Fonio	0.2%
Coton	1.1%
Autres Types d'agriculture	2.0%
Noix de Cajou	8.5%
Elevage et Chasse	4.3%
Sylviculture et Foret	2.2%
Pêche	10.2%
Industries Extractives	0.0%
Produits Alimentaires et Boissons	9.1%
Autres Industries	1.3%
Electricité et Eau	0.3%
Travaux de Construction	2.3%
Commerce et Reparations	21.6%
Hotels et Restaurants	1.1%
Transports et Communications	4.0%
Services Financiers	0.5%
Immobiliers et Services aux Entreprises	1.5%
Services Non-marchands	11.3%
Total	100%

Source: Calculs à partir de la MCS.

L'examen de la structure de la production atteste que c'est l'agriculture qui redistribue la plus forte part de sa production sous forme de revenus de facteur aux ménages (près de 85%). En revanche, les « industries alimentaires et boissons », les « autres industries », la branche « eau-électricité » et les « services de transports et communication » sont des secteurs fortement consommatrices d'intrants et, par conséquent, relativement peu pourvoyeuses de valeur ajoutée.

Tableau 5: Intensité Sectorielle en Valeur Ajoutée

	VA/XS
Agriculture	84.9%
Industrie	49.4%
Services Marchands	66.9%
Services Non-marchands	63.0%
Mil	95.7%
Sorgho	95.7%
Mais	96.3%
Riz	90.0%
Fonio	96.0%
Coton	49.3%
Autres Types d'agriculture	70.5%
Noix de Dajou	82.5%
Elevage et Dhasse	91.5%
Sylviculture et Foret	76.2%
Pêche	83.3%
Industries Extractives	82.6%
Produits Alimentaires et Boissons	48.1%
Autres Industries	47.2%
Electricite et Eau	40.3%
Travaux de Construction	59.3%
Commerce et Reparations	78.6%
Hotels et Restaurants	55.9%
Transports et Communications	39.3%
Services Financiers	58.3%
Immobiliers et Services Aux Entreprises	61.2%
Services Non-marchands	63.0%

Source : Calculs à partir de la MCS.

L'analyse de l'intensité factorielle des différents secteurs montre que dans l'ensemble, l'agriculture est relativement très intensive en travail non-qualifié. Quant à l'industrie et aux services marchands, ils utilisent relativement plus de capital. A contrario des sous-secteurs de l'agriculture traditionnelle, les branches de l'industrie sont relativement très intensives en capital.

Tableau 6: Intensité Factorielle des Différents Secteurs de l'économie

	LNQ	LQ	Capital non agri	Capital agri	Tag	Tri	Tac	Tliv	Tfor	Total
Agriculture	26%	25%	0%	44%	2%	1%	1%	0%	0%	100%
Industrie	11%	13%	76%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Services Marchands	15%	28%	56%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Services Non-marchands	12%	42%	46%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Mil	29%	27%	0%	34%	10%	0%	0%	0%	0%	100%
Sorgho	29%	28%	0%	34%	9%	0%	0%	0%	0%	100%
Mais	29%	28%	0%	35%	9%	0%	0%	0%	0%	100%
Riz	30%	28%	0%	35%	0%	6%	0%	0%	0%	100%
Fonio	27%	26%	0%	32%	15%	0%	0%	0%	0%	100%
Coton	30%	28%	0%	35%	7%	0%	0%	0%	0%	100%
Autres Types d'agriculture	29%	27%	0%	34%	10%	0%	0%	0%	0%	100%
Noix de Cajou	47%	45%	0%	3%	0%	0%	4%	0%	0%	100%
Elevage et Chasse	15%	14%	0%	67%	0%	0%	5%	5%	0%	100%
Sylviculture et Forêt	29%	27%	0%	44%	0%	0%	0%	0%	5%	100%
Pêche	5%	5%	91%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Industries Extractives	60%	37%	3%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Produits Alimentaires et Boissons	12%	8%	80%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Autres Industries	4%	16%	80%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Electricité et Eau	4%	16%	80%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Travaux de Construction	8%	32%	60%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Commerce et Réparations	14%	30%	56%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Hotels et Restaurants	19%	25%	56%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Transports et Communications	18%	23%	59%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Services Financiers	4%	40%	56%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Immobiliers et Services aux Entreprises	31%	13%	56%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Services Non-marchands	12%	42%	46%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%

Source: Calculs à partir de la MCS.

Le tableau qui suit décrit la structure de la demande de consommation et d'investissement. La consommation des ménages représente de 95% du PIB. Le taux d'investissement s'établit à 16%. Les ménages et le reste du monde sont les principaux agents qui pourvoient à l'épargne. La consommation publique représente environ 17% du PIB. La demande intermédiaire totale représente l'équivalent de près de 41% du PIB.

Tableau 7: Poids Relatif des Composantes de l'absorption (en % du PIB), 2007

	SAM (A) (Milliards de FCFA)		Macro data (B) (Milliards de FCFA)		Ecart (B)-(A)
Consommation Finale	312,796	95.47%	350,754	106%	10%
Investissement	55,029	16.79%	42,937	13%	-4%
Dépenses Publiques	58,589	17.88%	68,477	21%	3%
Demande Intermédiaire Totale	137,434	41.94%	125,073	38%	-4%

Source: Calculs à partir de la MCS.

8.2 Finances Publiques

L'analyse de la structure des revenus de l'Etat montre que ce dernier est essentiellement dépendant des transferts reçus du reste du monde. Ces derniers représentent près de 68% de son revenu. Les recettes de l'Etat sont également tributaires des droits de porte (15%) suivies de l'impôt sur le revenu et la richesse (11%).

Tableau 8: Sources des Revenus et des Dépenses de l'Etat, 2007

Recettes	
Impôt et Taxes sur le Revenu et la richesse	11%
Impôts et Taxes liés à la Production	3%
Subventions d'exploitation recues	-1%
Droits de Douane	15%
IGV	3%
Transferts Reçus	68%
Total	100%
Dépenses	
Transferts Verses	1%
Consommation Publique	93%
Epargne	6%
Total	100%

Source: Calculs à partir de la MCS.

8.3 Structure des Dépenses et Revenus des Ménages

Le tableau 9 nous donne la répartition des sources de revenu des ménages. La rémunération du capital non-agricole et du travail qualifié représente respectivement près de 46% et 32% du revenu total des ménages urbains. Chez les ruraux, le capital non-agricole et le travail non-qualifié ont un poids relativement plus important dans le revenu total.

Tableau 9: Structure des Revenus des Ménages, 2005

	LN Q	LQ	Capnag	Capag	Tag	Triz	Tac	Tliv	Tfor	Enterprises	Gouvernement	Reste du monde	Total
Urbain	8.5	32.0	46.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	5.4	0.1	7.8	100%
Rural	29.6	17.1	17.4	23.5	2.1	1.4	0.8	0.4	0.2	2.9	0.3	4.2	100%

Source: Calculs à partir de la MCS.

La structure des dépenses de consommation est marquée par une prédominance des produits agro-alimentaires. Ces derniers grèvent de façon importante le panier de consommation des ménages ruraux. En plus des biens agro-industriels, les produits de l'industrie occupent également une part significative dans les dépenses de consommation des ménages en milieu urbains. Le poids des services marchands dans le panier de consommation est relativement plus élevé en milieu urbain.

Tableau 10: Structure des Dépenses des Ménages, 2007

Ménages	Urbain	Rural
Impôts Directs	1.8%	0.3%
Transfers Verses	1.0%	0.2%
Epargne	13.0%	0.4%
Consommation		
Agriculture	39.5%	65.3%
Industrie	38.1%	31.7%
Services Marchands	6.6%	2.0%
Services Non-marchands		
Total	100%	100%
Impôts Directs	1.8%	0.3%
Transfers Verses	1.0%	0.2%
Epargne	13.0%	0.4%
Mil	2.4%	5.6%
Sorgho	1.4%	3.4%
Mais	2.2%	5.1%
Riz	11.4%	17.2%
Fonio	0.2%	0.4%
Coton	0.8%	2.0%
Autres Types d'agriculture	0.8%	5.7%
Noix de Cajou	0.0%	0.0%
Elevage et Chasse	2.8%	5.4%
Sylviculture et Foret	1.4%	3.3%
Pêche	16.0%	17.4%
Industries Extractives	0.0%	0.0%
Produits Alimentaires et Boissons	30.1%	24.3%
Autres Industries	7.8%	7.4%
Electricite et Eau	0.2%	0.1%
Travaux de Construction	0.0%	0.0%
Commerce et Reparations	0.0%	0.0%

Hotels et Restaurants	0.3%	0.2%
Transports et Communications	3.1%	1.0%
Services Financiers	0.3%	0.0%
Immobiliers et Services aux Entreprises	2.9%	0.8%
Services Non-marchands	0.0%	0.0%
Total	100%	100%

Source: Calculs à partir de la MCS.

8.4 Echanges Extérieurs

L'économie bissau-guinéenne est très tributaire du reste du monde dans l'approvisionnement de son marché domestique. L'analyse de la structure des échanges extérieurs montre que les importations, évaluées au prix CAF, représentent près de 37% du PIB tandis que les exportations évaluées au prix FOB ne constituent que qu'environ 12% du PIB. L'accumulation dans l'économie bissau-guinéenne est financée, en partie, grâce à un concours important du reste du monde. En effet, l'épargne étrangère (déficit de la balance des opérations courantes) représente de 7% du PIB.

Tableau 11: Balance des Echanges Extérieurs (en Pourcentage du PIB), 2005

Exportations	12%
Importations	37%
Transferts nets	18%
Balance courante	7%

Source: Calculs à partir de la MCS.

9. Conclusions

La MCS de 2007 de la Guinée Bissau 2007 a été construite en nous basant sur plusieurs types de données : le TES et le TOFE construit par l'INEP, l'enquête ménage obtenue de l'INEP, le TOF, la balance des paiements obtenue de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). La MCS intègre 85 comptes, 22 secteurs, 7 facteurs de production dont 3 types of terre. Plusieurs leçons peuvent être tirées de l'analyse de l'économie bissau-guinéenne à partir de la MCS de 2007:

- le PIB provient essentiellement de l'agriculture qui y contribue pour près de la moitié. Toutefois, au plan sectoriel, ce sont les secteurs « Commerce et services de réparations de véhicules et de biens à usage domestique », « les services non-marchands », le « riz », « la pêche » et les « noix d'acajou » qui contribuent relativement plus à la création de richesses ;
- l'économie bissau-guinéenne est très dépendante du reste du monde comme l'atteste le poids relativement important des transferts reçus de l'extérieur du reste du monde ainsi que des importations dans le PIB ;

- les finances publiques sont très dépendantes des transferts en provenance du reste du monde et des revenus issus de la taxation indirecte. Le revenu du gouvernement est essentiellement affecté à la consommation publique ;
- le capital non-agricole et le travail qualifié occupent un poids relativement plus important dans la structure du revenu des urbains tandis que chez les ruraux, ce sont le travail non-qualifié et le capital agricole qui dominent. Le budget de consommation de cette catégorie de ménages est dominé par les produits agro-alimentaires tandis celui des urbains est marqué également par une forte prépondérance des biens industriels.

Bibliographie

Projet Sisa, 2008. « Rapport de mission d'assistance technique : Analyse des données de l'enquête agricole 2007/2008 ». Bruxelles, AEDES.

DSEA, 2008. Données agricoles, Direccao De Servico De Estatisticas Agricolas. Bissau.

Ministério Da Economia, 2007. “Orçamento Geral Do Estado Para o Ano 2007.” Mimeo. Bissau.

INEP, 2007. « Tableau entrées-sorties ». Mimeo. Bissau.

INEP, 2007. « Enquête ménage ». Mimeo. Bissau.

BCEAO, 2007. « Balance des paiements ». Dakar, Senegal.

AGRODEP Data Report Series

01. Construction d'une matrice de comptabilité sociale avec des branches et produits agricoles désagrégés pour le Togo. Akoété Ega Agbodji. 2014.
02. La matrice de comptabilité sociale de l'économie sénégalaise en 2011. Ismael Fofana, Mamadou Yaya Diallo, Ousseynou Sarr, and Abdou Diouf. 2014.
03. Social accounting matrices for the Gambia, Liberia, Mauritania and Sierra Leone. Ismael Fofana, Lacina Balma, Fousseini Traore, and Dieynaba Kane. 2014.
04. Construction of a Social Accounting Matrix for Kenya 2009. Miriam W.O. Omolo. 2014.